



RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2019

geres
LA SOLIDARITÉ
CLIMATIQUE
EN ACTION



3/ ÉDITO

4/ FOCUS SUR LE GERES La Solidarité climatique en action

P 4 : Un acteur de référence
P 5 : Implantations
P 6-7 : Gouvernance
P 8 : Temps forts 2019

9/ NOS ACTIONS

En faveur de la transition énergétique

P 10-11 : Accès à l'énergie
P 12-13 : Énergies renouvelables
P 14-15 : Maîtrise de la demande en énergie
P 16-17 : Climat-énergie
P 18-21 : Mobilisation de la société civile

22/ STRATÉGIE

Ce qui nous anime

P 22-23 : Nouvelles actions 2020
P 24-25 : Qualité et partenariats

26/ PARTENARIATS

Ils soutiennent nos actions

P 26 : Partenaires financiers
P 27 : Réseaux

29-31/ RAPPORT FINANCIER



Marie-Noëlle Reboulet,
présidente, et
Laurence Tommasino,
déléguée générale du Geres

La crise du Covid-19 qui a touché tous les pays sans exception a contribué à accroître les inégalités, notamment dans les pays les plus pauvres particulièrement fragilisés par la maladie et ses conséquences qui seront fortes et durables.

Mais chaque jour, avec beaucoup de satisfaction nous constatons aussi que, partout, la solidarité sociale s'exprime, dans des formes multiples et parfois imaginatives, pour permettre à chacun de résister à cette catastrophe sanitaire et à ses impacts.

La solidarité, cette valeur que le Geres défend depuis toujours et qui revient en force dans l'actualité, est, ne l'oublions pas, indispensable vis-à-vis d'un autre risque, apparemment moins visible et moins immédiat, celui des changements climatiques. En 2019, la Solidarité climatique est devenue explicitement la cause du Geres traduisant sa double ambition de lutte contre la pauvreté et contre les changements climatiques. C'est le sens de l'ensemble des actions de terrain et de mobilisation que nous conduisons pour une transition énergétique juste et ambitieuse. Concrètement, cela se traduit au quotidien par la mobilisation et l'engagement de 140 femmes et hommes, qui œuvrent, avec nos partenaires sur le terrain, au Cambodge, au Myanmar, en Mongolie, au Tadjikistan, en Afghanistan au Maroc, au Mali, au Bénin, au Sénégal mais aussi en France, dans la région Provence-Alpes Côte-d'Azur et au siège de l'association, à Aubagne. Les Prix reçus en 2019 en Afghanistan, Mongolie et Mali sont de justes récompenses pour le travail de toutes et tous. Aujourd'hui, dans le contexte du Covid-19, cette équipe s'adapte pour maintenir des liens avec les partenaires et avec les populations ; et pour préparer l'après-Covid. Merci !

La Solidarité climatique en action, c'est une nécessité de partage entre les pays d'intervention. L'équipe Geres Expertise est au service de cette diffusion des connaissances et expériences entre l'Asie, l'Afrique et la France. Cette transversalité permet de répondre à de nouvelles

demandes, de mieux valoriser nos savoirs et de renforcer l'unité de l'association. Les échanges sur les serres solaires passives entre la Mongolie et la France, sur les services d'information énergie-climat entre la France et le Maghreb, ou sur l'électrification entre le Mali et le Myanmar en sont des exemples significatifs. La Solidarité climatique en action, c'est conduire des actions de qualité qui répondent aux objectifs de développement durable, qui permettent l'expression et l'émancipation de chacun-e et en particulier des plus pauvres et dont les résultats se traduisent par des effets et impacts positifs et pérennes. Pour améliorer de manière continue la qualité de ses actions, le Geres a créé depuis 2018 un poste dédié à la qualité et aux partenariats opérationnels. Et pour mieux répondre à notre devoir de redevabilité vis-à-vis des personnes engagées dans ces projets comme vis-à-vis des donateurs publics et privés qui nous font confiance, un chantier est en cours, en collaboration avec nos partenaires financiers, pour définir et évaluer les impacts globaux de l'association, directement en lien avec son double mandat de lutte contre les changements climatiques et contre la pauvreté.

Face aux incertitudes sanitaires, politiques et économiques, aux risques d'accroissement de la pauvreté, des inégalités et des atteintes aux droits humains, mais aussi aux risques d'oubli des mesures à prendre face à l'urgence climatique, la seule issue constructive est de rester mobilisé-e-s et solidaires. À ce titre, cette crise planétaire nous conduit à nous interroger sur nos modes de faire et leur résilience à un tel choc, à questionner les mécanismes de solidarité nationaux et internationaux, notamment via notre participation à différents collectifs d'associations (Coordination-SUD, Groupe Initiatives, Cler). Elle ouvre aussi de nouvelles perspectives pour proposer des éclairages et des témoignages vers une prise de conscience élargie du caractère impérieux de la solidarité internationale et du respect de notre environnement.

Merci à celles et ceux qui régulièrement nous rejoignent et nous soutiennent pour porter avec nous la cause de la Solidarité climatique.

UN ACTEUR DE RÉFÉRENCE

AU SERVICE DU CLIMAT ET DE L'ÉNERGIE

Créé en 1976, le Geres est une ONG de développement internationale qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie et lutte contre les changements climatiques et leurs impacts. En tant qu'acteur de terrain, il met en œuvre des solutions énergétiques innovantes et adapte ses interventions aux différents contextes socioculturels. Ses actions sont toujours conduites en partenariat étroit avec les parties prenantes locales.

5 EXPERTISES MÉTIER

Pour rationaliser son action, le Geres concentre sa stratégie sur cinq domaines d'expertise dont la combinaison est destinée à accélérer la transition énergétique.



Maîtrise de la demande en énergie

Objectif : Accompagner les acteurs et actrices dans l'adoption de solutions sociales, techniques et économiques de sobriété et d'efficacité énergétiques adaptées aux contextes d'intervention, à travers des leviers techniques (amélioration des équipements et du bâti) et socio-anthropologiques (changement de perceptions et de pratiques).



Déploiement des énergies renouvelables

Objectif : Fournir une énergie décarbonée, disponible localement et à long terme, à coûts maîtrisés, prédictibles et abordables. Au-delà de l'installation d'équipements de production d'énergie à partir de ressources renouvelables, le Geres contribue au développement de filières de combustibles durables et soutient l'innovation technico-sociale autour des énergies renouvelables.



Accès à l'énergie

Objectif : Favoriser l'accès des particuliers, entreprises et institutions à des services énergétiques fiables et durables. Cette expertise combine les leviers techniques de la maîtrise de la demande et des énergies renouvelables, avec des leviers sociaux et économiques propres à garantir la dimension inclusive.



Accompagnement de politiques et d'actions climat-énergie

Objectif : Accompagner, guider et influencer les politiques territoriales locales et nationales de lutte contre les changements climatiques et de réduction de la pauvreté pour contribuer à l'émergence de sociétés bas-carbone et résilientes.



Mobilisation

Objectif : Encourager l'engagement de toutes et tous pour un véritable changement sociétal vers plus de Solidarité climatique. Agir pour réduire sa propre empreinte carbone et soutenir les populations les plus vulnérables dans leurs actions de développement durable et d'adaptation aux changements climatiques.

4 APPROCHES TRANSVERSALES

Afin de garantir la durabilité et le passage à l'échelle de ses interventions, le Geres déploie ses expertises selon quatre grands principes méthodologiques avec une ambition majeure : permettre aux plus vulnérables de devenir décideurs et acteurs de la transition énergétique.

Approche territoriale

Construire nos interventions avec les parties prenantes en tenant compte des caractéristiques et dynamiques du territoire et des politiques publiques.

Développement économique

Accompagner des acteurs et des filières économiques pour créer des emplois localement, générer et partager de la valeur ajoutée et plus largement contribuer au développement durable.

Renforcement de capacités

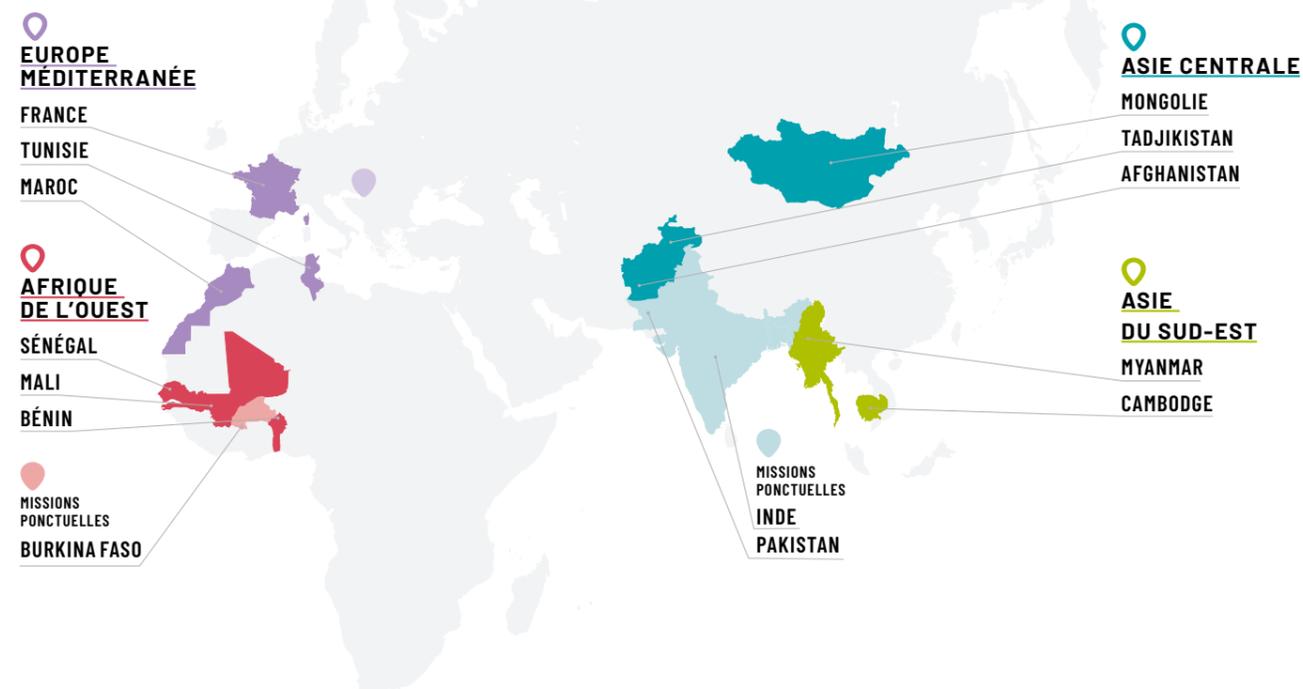
Offrir aux parties prenantes de renforcer leurs compétences, savoir-faire et expériences pour devenir acteurs du changement.

Démarche partenariale

Pour une mutualisation des savoir-faire, une complémentarité de services aux populations, une garantie d'adaptation des solutions aux contextes locaux et d'appropriation durable par les acteurs des filières et des territoires.

IMPLANTATIONS

UNE PRÉSENCE EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL



LE GERES EN CHIFFRES



11

REPRÉSENTATIONS
PERMANENTES



130

PARTENAIRES TECHNIQUES



77

PARTENAIRES FINANCIERS



140

COLLABORATEURS
ET COLLABORATRICES



178 000

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS



83

PROJETS MENÉS DANS

14 PAYS

LES FEMMES ET LES HOMMES DU GERES

L'ORGANIGRAMME au 31 mars 2020

Conseil d'administration
Marie-Noëlle Reboulet
PRÉSIDENTE

Direction Générale
Laurence Tommasino
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

LE SIÈGE

Service Administratif & Financier
Laurent Collinet-Brdys
DIRECTEUR

Service Développement et Mobilisation
Gilles Martin-Gilis
DIRECTEUR

Service Ressources Humaines
Sandrine Fouillade
DIRECTRICE

OPÉRATIONS

EUROPE-MÉDITERRANÉE

GOUVERNANCE PARTAGÉE

Geres France
Marie-Maud Gérard
ÉNERGIE ET BÂTIMENTS

Alexia Hébraud
VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DE LA BIOMASSE RÉSIDUELLE
1^{er} lien Gouvernance partagée

Geres Maroc
Virginie Klein
REPRÉSENTANTE PAYS

AFRIQUE DE L'OUEST
Cécile Henriot
DIRECTRICE RÉGIONALE

Geres Mali
Simone Teggi
REPRÉSENTANT PAYS

Programme ZAE
Grégoire Gailly
RESPONSABLE PROGRAMME ZAE+

ASIE CENTRALE

Quentin Moreau
DIRECTEUR RÉGIONAL

Geres Afghanistan
M-Riaz Ramin
REPRÉSENTANT PAYS ADJOINT

Geres Mongolie
Beatriz Maroto Izquierdo
REPRÉSENTANTE PAYS

Geres Tadjikistan
Jonathan Demenge
REPRÉSENTANT PAYS

ASIE DU SUD-EST
Marco Gaspari
DIRECTEUR RÉGIONAL

Geres Cambodge
Aude Petelot
REPRÉSENTANTE PAYS

Geres Myanmar
Bernardo Ferreira de Sousa
REPRÉSENTANT PAYS

GERES EXPERTISE

Julien Jacquot
DIRECTEUR

Accès à l'énergie
Alexis Caujolle

Climat et développement
Camille André

Climat et territoires
Clémentine Laratte

Développement économique
Romain Cres

Inclusion
Marina Dubois

QUALITÉ & PARTENARIATS OPÉRATIONNELS
Laurence Teissier

LES EFFECTIFS DU GERES

140

COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS DIRECTS

61

FEMMES

79

HOMMES

32

PERSONNES TRAVAILLANT EN FRANCE

2 SALARIÉS DANS LE RESTE DE L'UE

106

PERSONNES TRAVAILLANT À L'ÉTRANGER (HORS UE) DONT :

89 CONTRATS LOCAUX

17 EXPATRIÉS DONT

15 SALARIÉS ET 2 VOLONTAIRES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



De nationalité ivoirienne et titulaire d'un diplôme d'ingénieur, j'ai intégré le Geres au Mali en 2013 pour y superviser le monitoring de projets de biomasse énergie. Aujourd'hui, je suis devenu le référent sur cette problématique en Afrique de l'Ouest. Au-delà des perspectives

d'évolution, je constate un engagement fort de la direction régionale du Geres pour l'épanouissement de ses salariés, avec une vie associative très riche.

FULGENCE AKAFFOU

Responsable Biomasse-Energie Afrique de l'Ouest



En mai 2005, j'ai rejoint le Geres, la seule ONG qui promeut les normes d'efficacité énergétique en Afghanistan. En 14 ans, j'ai participé à la mise en œuvre de plusieurs programmes dont l'impact sur l'environnement et la vie des personnes vulnérables

est très visible. Avec mon équipe et deux ONG afghanes, nous travaillons actuellement au développement et à la diffusion à grande échelle de solutions d'économie d'énergie dans les maisons résidentielles de Kaboul. L'objectif général de ce projet est de réduire la pauvreté, de soutenir le développement de l'économie locale et de réduire la vulnérabilité au changement climatique.

MOHAMMAD RIAZ RAMIN

Représentant du Geres en Afghanistan



J'ai rejoint le Geres au Myanmar en 2018. Je coordonne aujourd'hui le projet REACH qui est mené en collaboration étroite avec une organisation communautaire, le Thazi Network, et avec les femmes entrepreneurs. Je suis passionnée par

la question de l'autonomie des femmes et le soutien à l'entrepreneuriat dans le secteur de l'énergie. Cette mission me permet d'acquérir de nouvelles compétences techniques sur l'énergie solaire.

AYE AYE NYU

Coordinatrice de projet, Geres Myanmar



Bientôt 10 ans que je défends les actions du Geres en agriculture et environnement prenant part aux mutations de notre civilisation qui doit répondre

aux défis et aux immenses tragédies en cours : climat, biodiversité, raréfaction des ressources sur fond de précarités et d'inégalités du corps social. La gouvernance partagée mise en place par le Geres nous permet d'expérimenter en interne les diplomatie nécessaires à ces mutations.

AMÉLIE HIMPENS

Chargée de projets agriculture-environnement

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration du Geres est composé de membres bénévoles élus en assemblée générale.

LE BUREAU

Marie-Noëlle Reboulet
PRÉSIDENTE



Frédéric Bœuf
VICE-PRÉSIDENT



Éric Buchet
SECRÉTAIRE



Sophie Ibos
TRÉSORIÈRE



LES AUTRES MEMBRES

Jean-Louis Bal
Luc Bonnamour
Violaine Bousquet
Thierry Cabirol
Jean-Claude Chassagnoux
Pierre Ducret
Julie Fardoux-Chassing
Alain Guinebault
Michel Hamelin
Anne-Claude Morin
Silvia Pariente-David
Vincent Priori

TEMPS FORTS 2019

LABEL IDEAS : RECONNAISSANCE DE QUALITÉ

Le Geres a obtenu le renouvellement du Label IDEAS attestant de la qualité de ses pratiques en matière de gouvernance, de gestion financière et de suivi de l'efficacité de ses actions. Attribué par un comité indépendant qui s'appuie sur une analyse approfondie et des contrôles externes effectués par des professionnels sur la base de 120 indicateurs, ce label est un vecteur de confiance essentiel pour les financeurs et les donateurs qui soutiennent le Geres.



PRIX ET DISTINCTIONS DE L'ANNÉE

En 2019, Le projet de Zone d'Activité Électrifiée (ZAE) conduit par le Geres au Mali s'est vu récompensé à deux reprises avec la mention spéciale du jury dans la catégorie "énergie" au concours Terra Award Sahel et l'attribution du prix de la catégorie Bas Carbone au concours international "Green Solution Awards". En Afghanistan, c'est le programme Central Highlands, mené depuis 2014, qui se voit décerner un Energy Globe Awards dans la catégorie "Air". Enfin, sous l'égide d'Oyuntuya Batmunkh, l'équipe du Geres Mongolie qui accompagne les autorités locales pour une meilleure prise en compte des changements climatiques dans la planification territoriale s'est vue distinguée par l'Association Nationale des Femmes et le gouverneur de la Province de l'Arkhangai pour son investissement dans le programme CEMAATERR. Ce dernier promeut des actions d'adaptation et d'atténuation visant à augmenter la résilience des territoires ruraux et des villes secondaires face aux impacts des changements climatiques dans le pays.



80 ENFANTS, 80 SOURIRES

A Vahdat, une ville en ruines située à l'ouest du Tadjikistan, le Geres a participé à la rénovation thermique d'une école pour aveugles et malvoyants. Grâce aux fonds collectés par la Fondation de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'ONG Peshraft, des travaux d'isolation des murs extérieurs et de remplacement électrique ont été entrepris. Chacune des six classes bénéficie désormais d'un radiateur électrique à haut rendement énergétique. Une petite cérémonie d'inauguration a été organisée en présence des enfants, des familles, du personnel de l'école et des représentants des trois organisations, avec tous ceux qui ont "donné un coup de main" au projet !



MAISONS DU MONDE SOUTIEN LES COMMUNAUTÉS FORESTIÈRES AU CAMBODGE

Dans le cadre de l'opération d'arrondi en caisse menée au printemps dernier par Maisons du Monde, à l'initiative de sa Fondation, plus de 494 700 dons, soit plus de 60 000 € ont été collectés en quelques semaines. Objectif : soutenir les actions du Geres en faveur de la préservation des ressources naturelles, dans le massif des Cardamomes au Cambodge. Merci à tous ces donateurs pour leur généreux soutien et merci à toute l'équipe de Maisons du Monde et de la Fondation pour leur implication.

"Ces 60 000 € permettront aux populations locales du Massif des Cardamomes de restaurer les écosystèmes forestiers et de défendre une gestion durable de la ressource bois-énergie".
Marie-Noëlle Reboulet,
Présidente du Geres



CO-CONSTRUCTION D'ACTIONS STRATÉGIQUES EN ASIE DU SUD-EST

Réfléchir à la déclinaison régionale de la stratégie d'action du Geres et aux futures pistes d'actions à déployer : c'est le thème de l'atelier de deux jours qui s'est tenu en fin d'année avec les équipes régionales du Myanmar et du Cambodge.



L'équipe gagnante :
Estelle Berard, Virginie Estrella,
Elisa Fix, Charline Gontier et Flore Hervy.

PARTENARIAT AVEC UNE ÉCOLE DE DESIGN

Grâce à un fructueux partenariat avec l'ES-DAC, École Supérieure de Design Communication et Arts Appliqués d'Aix-en-Provence, le projet Empowermed, dédié à la réduction de la précarité énergétique et axé spécifiquement sur les femmes et la santé en Méditerranée, a pu se doter d'une identité visuelle forte, dynamique et accessible à toutes et tous. Un grand merci aux talentueux-ses étudiant-e-s et bravo à l'équipe gagnante !



AGIR SUR LES TERRITOIRES POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

P 10-11 : ACCÈS À L'ÉNERGIE

P 12-13 : ÉNERGIES RENOUVELABLES

P 14-15 : MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE

P 16-17 : CLIMAT-ÉNERGIE

P 18-21 : MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ZAE + : accélérateur de développement économique

En Afrique de l'Ouest, le Geres accompagne depuis 2015 des Très Petites Entreprises (TPE) et des Micro Entreprises Rurales (MER) installées dans des villages avec pas ou peu d'accès à l'électricité.

Objectif : faciliter leur accès à l'énergie, grâce aux Zones d'Activités Électrifiées, un concept qui a déjà fait ses preuves au Mali, à Konséguéla et Koury, et que le Geres envisage de développer ailleurs dans le pays et à plus grande échelle.

3 QUESTIONS À
Grégoire Gailly,
responsable
du programme
ZAE+ au Geres

En quoi consiste le concept de ZAE et quels en sont les enjeux ?

Le concept de Zone d'Activités Électrifiée est né de la volonté de répondre aux besoins énergétiques des acteurs du territoire, en proposant des alternatives énergétiques rentables et durables dans les zones défavorisées du Sahel comme au Mali, où le taux d'électrification rurale ne dépasse que rarement les 20%.

Concrètement il s'agit de favoriser la transformation locale en proposant une solution intégrée de fourniture d'électricité aux petites entreprises, aux coopératives et aux services ruraux. Autrement dit une ZAE est un accélérateur d'entreprises rurales. Mais dans des environnements où les systèmes éducatifs font défaut, où les tensions, les inégalités sociales, le sous-emploi des jeunes sont prégnants, l'accès à l'électricité seul ne peut générer systématiquement un développement économique inclusif. En instaurant un écosystème global favorable au développement de l'entrepreneuriat rural, la ZAE agit alors comme un outil de développement des territoires ruraux, de création de valeurs et d'emplois.

Quel est le bilan des deux ZAE implantées par le Geres au Mali ?

Créé en 2015 sur un terrain communal situé à Konséguéla, la première ZAE a permis d'accueillir 10 TPE dont 5 gérées par des femmes, de créer 35 emplois et de générer un chiffre d'affaires de 68 500 euros par an. Fort de ce premier succès, une deuxième ZAE a vu le jour en 2019 à Koury. Né à l'initiative de l'association locale des Artisans et Ouvriers de Koury (ASAOK), ce projet pilote s'est concrétisé par la construction d'un Pôle d'Énergie Productive (PEP) relié à la centrale électrique de Yeelen Kura par une ligne moyenne

tension d'un kilomètre. 15 petites entreprises qui feront l'objet d'un accompagnement spécifique sont actuellement en cours d'installation sous la responsabilité de Lydie Ongoiba, jeune ingénieure malienne recrutée pour assurer la gestion technique et commerciale de la ZAE.

Avec ces deux expériences très encourageantes vous avez choisi d'accélérer le développement des ZAE ? Pouvez-vous nous en dire plus ?

Le Geres envisage en effet de promouvoir et diffuser le concept de ZAE au Mali et dans la sous-région à travers une stratégie de changement d'échelle destinée à accélérer le déploiement de cette solution. Cela avec une double ambition : assurer la pérennité des infrastructures à long terme et accompagner l'ensemble des partenaires. Pour y répondre, au Mali d'abord, nous proposons la mise en place d'une entreprise sociale de gestion des ZAE dont le rôle serait d'assurer la bonne gestion au niveau local, de mutualiser des fonctions techniques et commerciales, d'organiser le déploiement plus large de solutions solaires autonomes pour le dernier kilomètre y compris pour les ménages. L'offre proposée dans le cadre de cette entreprise sociale vise à rendre accessible une énergie de qualité à un prix acceptable en zone isolée. Cette équation s'avère possible grâce à une ingénierie financière innovante et à un service de maintenance de proximité au dernier kilomètre. Une première étape de changement d'échelle est actuellement en cours au Mali grâce au financement de l'Agence Suédoise pour le Développement International. Elle devrait donner lieu à la mise en place de 6 nouvelles ZAE d'ici 2021 et prendra bien sûr en compte l'émergence de l'entreprise sociale comme un axe fort du projet.



LES CHIFFRES CLÉS

- 8 femmes et 1 homme distributeurs-trices
- 3 200 bénéficiaires indirects
- 805 produits vendus

Myanmar : quand développement économique rime avec solutions énergétiques durables

Garantir l'amélioration de l'accès des populations les plus vulnérables à des solutions énergétiques durables tout en contribuant au développement des filières économiques locales, c'est le double défi que s'est fixé le Geres au Myanmar dans les villages ruraux reculés du centre du pays.

Une énergie durable et de qualité

Dans le centre du Myanmar, une zone sèche qui abrite 1/3 de la population totale du pays dans laquelle la couverture du réseau électrique reste faible, 80% des ménages cuisinent encore au bois sur des foyers traditionnels. Une situation qui exerce une forte pression sur les ressources forestières et contribue au taux de déforestation annuel de 2%. En outre, l'utilisation de la biomasse comme principale source d'énergie rend difficile le travail des femmes et provoque des maladies respiratoires liées à l'exposition aux fumées nocives. Pour pallier ces problèmes, le Geres s'efforce, depuis 2018, de faciliter l'accès à des services énergétiques durables

et de qualité jusqu'au dernier kilomètre tout en encourageant le développement de nouvelles filières économiques.

Des filières économiques structurées

Dans les villages non raccordés au réseau, des systèmes solaires domestiques accessibles aux familles ont été installés et des foyers de cuisson améliorés diffusés, tandis que des appareils économes en énergie (cuisers à riz, ventilateurs,...) sont rendus accessibles dans les villages raccordés au réseau. "Ce programme innovant a été développé en partenariat avec les communautés, les distributeurs et les détaillants dits du dernier kilomètre, qui sont les chaînons manquants pour atteindre les villages les plus isolés" explique Bernardo Ferreira de Sousa, représentant pays pour le Geres au Myanmar. "En termes d'impacts, les défis à relever sont concrets et les résultats déjà notables. Structurer les filières économiques de proximité du

secteur de l'énergie, renforcer leur capacités commerciales et techniques, faire participer les femmes en leur donnant plus d'autonomie et en facilitant leur intégration dans le tissu économique local tout en leur permettant d'améliorer leurs moyens de subsistance sont autant de points clés du dispositif", conclut Bernardo Ferreira de Sousa.

Zoom sur les points forts du programme

- Améliorer les conditions de vie des ménages ruraux.
- Réduire les tâches ménagères pénibles dont les femmes ont la charge.
- Réduire la pression sur les ressources naturelles et les émissions de CO₂.
- Développer l'entrepreneuriat et accroître les opportunités économiques pour les femmes.
- Permettre aux ménages à faible revenu d'acquiescer des équipements énergétiques de haute qualité, sûrs et rentables à long terme.



LES SERRES BIOCLIMATIQUES : une solution innovante au service d'une agriculture durable

En France et en Mongolie, le Geres accompagne des exploitant-e-s du secteur agricole dans la mise en place de modèles de serres bioclimatiques comme alternative aux serres chauffées. Dans un contexte de changement climatique à grande échelle, elles contribuent à réduire les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre mais ont aussi un rôle prépondérant dans le développement de filières agricoles locales.



Un outil clé du développement agricole mongol

En Mongolie, vaste pays de steppes, déserts et taïgas où les conditions climatiques de froids extrêmes impactent fortement la production maraîchère et le potentiel de production, les premières constructions de serres solaires passives ont démarré en 2010. Très vite perçue comme une technologie efficace pour accroître la production maraîchère, réduire la dépendance aux importations et mieux nourrir les populations, ces dispositifs qui contribuent par ailleurs à la création d'activités pérennes pour la filière en zones urbaines et rurales constituent aujourd'hui un axe prioritaire de développement. Deux approches complémentaires ont été privilégiées : les serres de taille familiale et le développement de petites exploitations maraîchères de vente en filière courte dans les centres provinciaux.

Des solutions durables pour viabiliser l'activité du secteur agricole

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'agriculture tient une place importante mais souffre de conditions difficiles : climat exigeant en zone de moyenne montagne, réduction des surfaces disponibles, urbanisation, dépendance aux circuits commerciaux de masse qui menacent la pérennité des exploitations locales. Face à ces enjeux et fort de l'expertise développée en Mongolie, le Geres accompagne depuis 2015 des exploitant-e-s dans la mise en place de modèles de serres bioclimatiques adaptés à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Construites à partir de matériaux locaux, ces serres biocli-

matiques qui fonctionnent grâce à l'énergie solaire passive représentent un outil productif économe en énergie. Pour les petites et moyennes exploitations agricoles qui les ont adoptées, le gain est multiple : diversification et sécurisation de la production, allongement de la saison culturale, adaptation des systèmes de production aux changements climatiques. Pour la région qui soutient ces initiatives, l'enjeu économique est réel. Les serres bioclimatiques contribuent à favoriser l'implantation ou le maintien d'activité sur des territoires isolés notamment en altitude. Elles facilitent la commercialisation en circuit court et participent au maintien et à la viabilité de l'activité des exploitant-e-s engagé-e-s dans une démarche responsable et à la recherche de solutions durables.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La serre bioclimatique consiste en une structure orientée plein sud, composée de matériaux lourds, permettant d'absorber l'énergie du soleil pendant la journée puis de restituer la chaleur emmagasinée la nuit et lors de séquences nuageuses. L'ensemble est isolé pour réduire les pertes thermiques.

▲ En Mongolie, les provinces du Khentii et de l'Arkhangai abritent une population rurale de 140 000 personnes dont 80% des moyens de subsistance sont liés à l'activité agricole.



▲ Pour Marie Moynet, pépiniériste bio basée à Aubagne, "la serre bioclimatique est un super outil qui apporte du confort et moins de stress".



La moitié de l'objectif européen de production d'énergie renouvelable dépend de la biomasse.

LA BIOMASSE EN FRANCE : une source d'énergie à valoriser

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est l'une des plus consommatrices d'énergie en France, mais elle recèle par ailleurs de nombreux atouts pour une production d'énergie renouvelable locale, notamment à partir de biomasse résiduelle issue de sources telles que le bois, les biodéchets des collectivités et des professionnels, et les résidus agricoles. Dans ce contexte, les politiques régionales de planification prévoient à 2030 de multiplier par 20 le nombre d'unités de méthanisation, et de valoriser 450 000 tonnes de biodéchets.

Dans une démarche de transition énergétique à l'échelle des territoires, le Geres s'attache à accompagner des opérations de production locale d'énergie en valorisant les différents résidus de biomasse existants, qu'ils soient d'origine agricole, agroalimentaire, issus de la distribution alimentaire, de la restauration, des espaces verts ou des ménages.

Aujourd'hui les deux principales filières développées sont la méthanisation, et la valorisation du broyat de résidus agricoles comme combustible. L'objectif est néanmoins de proposer des solutions globales sur les territoires dans une logique d'économie circulaire de la biomasse, en conciliant valorisation énergétique et autres filières telles que le compostage, le broyage-paillage des déchets verts et le retour au sol.

Produire local pour agir global

Le Geres contribue à la mise en œuvre de plusieurs opérations territoriales de méthanisation dans le cadre du dispositif Métha-Synergie regroupant l'ADEME, la Région, la DREAL, GrdF, GRT Gaz, la Chambre d'agriculture des Bouches du Rhône. Les porteurs de projet ont à disposition un panel varié d'outils techniques et méthodologiques pour des projets adaptés et cohérents sur

les territoires : des diagnostics d'opportunité, une cartographie des gisements et débouchés du méthane, un document de recommandations techniques, réglementaires et de concertation, des visites de sites ainsi que des formations. À travers le projet AGRAIR, le Geres travaille avec la fédération des agriculteurs biologiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur, les chambres d'agriculture du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, pour mettre en place, avec 4 groupes d'agriculteurs (arboriculteurs et viticulteurs), des circuits de broyage de leurs résidus de tailles et d'arrachage. Ce broyat sera ensuite utilisé comme combustible dans des chaudières de distillerie par exemple. Cela permet de valoriser ces résidus qui étaient auparavant brûlés dans les champs et d'éviter ainsi la pollution atmosphérique et l'impact de telles pratiques sur le climat.



En France, on estime à 7 millions le nombre de personnes touchées par la précarité énergétique.

Accélérer la transition énergétique pour tous : des actions concrètes

Expert en énergie, le Geres développe des solutions et met en place des actions pour lutter contre la précarité énergétique en France et notamment en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur particulièrement touchée par ce phénomène.

3 QUESTIONS À Marie-Maud Gérard,
Ingénieure énergie & environnement.

○ Pourquoi les habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont-ils plus touchés que d'autres ?

En France, l'Observatoire National de la Précarité Énergétique estime à 7 millions le nombre de personnes en situation de précarité énergétique. En Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, malgré un climat clément en hiver, plus de 160 000 ménages seraient concernés et notamment les familles les plus vulnérables qui ont du mal à accéder à la rénovation énergétique de leur logement parfois non équipé de système de chauffage fixe. En été, ce phénomène est accentué par les températures élevées qui ont pour effets des surconsommations d'appareils de froid et l'installation de climatiseurs mobiles peu efficaces. Une situation préoccupante qui a des conséquences directes sur l'endettement, le repli, l'exclusion sociale et la santé des ménages impactés.

○ En quoi consistent les actions menées par le Geres ?

En matière de lutte contre la précarité énergétique, le Geres a lancé en 2019 un vaste programme sur quatre ans visant à renforcer le pouvoir des familles en situation de précarité énergétique avec un focus sur les femmes et la santé. Mené en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes : travailleurs sociaux, structures de l'insertion professionnelle ou encore professionnels de santé, le dispositif comporte plusieurs volets. Sensibilisation aux risques sanitaires, mobilisation et formation des acteurs

locaux au contact des ménages, mise en œuvre de solutions adaptées : écogestes, installation d'équipements économes, rénovation des logements sont autant de niveaux d'actions nécessaires pour relever le défi. Ce dispositif s'appuie notamment sur les résultats encourageants d'une étude d'impact social menée par le Geres, LogiCités, Pôle Alpen, Kimso financée par la Fondation Schneider Electric mettant en valeur l'intérêt des visites conseil énergie comme un levier contre la précarité énergétique.

○ Quelle est l'implication des ménages dans ce dispositif ?

Notre volonté est de renforcer la capacité des ménages à trouver et mettre en œuvre des solutions à leurs problèmes pour améliorer leur confort thermique tout en réduisant leur facture. Dans cette perspective nous les accompagnons dans le repérage des problèmes en lien avec les consommations, les factures d'énergie et les orientations sur le choix de solutions adaptées. Afin de faciliter la réalisation de travaux de première nécessité dont le coût est non négligeable, nous œuvrons à la création d'un fonds d'aide aux travaux de première nécessité. En région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, 400 familles sont concernées par les actions du Geres. 50 ménages ont pu bénéficier de travaux de première nécessité dans leur logement avec à la clé un gain d'économies annuelles entre 200 à 400 euros sur les factures d'eau et d'énergie.

Lutter contre la précarité énergétique et la pollution de l'air en Mongolie

Dans les zones urbaines, le Geres mène un vaste programme de rénovation des bâtiments. Destiné principalement aux ménages précaires qui vivent en périphérie d'Oulan-Bator, ce dernier vise à réduire la consommation de charbon et à augmenter le confort thermique des familles, tout en maîtrisant la pollution atmosphérique de la capitale qui concentre à elle seule plus de 50% de la population mongole.

La Mongolie est grande comme l'Europe Occidentale et ses vastes steppes sont peuplées de 90 millions de têtes de bétail mais de seulement 3 millions d'habitants. En contradiction apparente avec cette image d'Épinal, plus de 70% de la population vit à Oulan-Bator et dans les 21 capitales de provinces, principalement dans des maisons individuelles bâties dans des quartiers non-planifiés. Avec 8 mois de températures négatives plongeant à -40°C au cœur de l'hiver, ses habitants dépendent largement du charbon pour leurs besoins de chauffage et de cuisson. Cette situation combinée à une piètre qualité des constructions et des niveaux d'isolation des bâtiments quasi-inexistants engendre une pollution de l'air intérieur et extérieur catastrophique dont l'impact sur la santé est particulièrement préoccupant. Pour lutter contre ce problème aigu de santé publique et atténuer les effets des changements climatiques il s'avère donc primordial de limiter l'utilisation de combustibles fossiles en améliorant l'efficacité énergétique et en réduisant les déperditions de chaleur des maisons indivi-

duelles dans les quartiers périphériques de la capitale.

Améliorer l'efficacité énergétique des logements

C'est pour relever ce défi que le Geres déploie depuis 2018, en étroite collaboration avec la municipalité d'Oulan-Bator, la société civile, les banques et un réseau d'artisans, des actions de grande envergure financées par le programme SWITCH de l'Union Européenne et la Fondation Abbé Pierre. Ces dernières visent à doter les communautés et le secteur privé des outils nécessaires pour réduire les émissions de CO₂ et la pollution atmosphérique. "L'objectif est d'améliorer l'efficacité énergétique de 1000 maisons dans les quartiers périphériques délaissés par les mesures actuelles et principales sources de pollution dans la capitale. En concevant des solutions de rénovation thermique simples et adaptées, nos équipes contribuent à structurer une filière d'artisans qualifiés, elles interviennent dans les communautés pour améliorer la prise de conscience du problème, faire connaître les

solutions techniques adoptées et mettent tout en œuvre pour faciliter l'accès à des prêts bancaires à taux préférentiels" confie Quentin Moreau, directeur régional Asie centrale au Geres. "Le programme pilote comprend différents axes de développement qui sont autant d'étapes dans la mise en œuvre d'actions ciblées qui, combinées entre elles, amèneront à terme à des changements d'ampleur avec comme paradigme : l'amélioration globale de la santé grâce à des modes et des comportements de consommation d'énergie plus durables dans le secteur du logement individuel et la réduction durable de la consommation de charbon, des émissions de CO₂ et de particules fines", conclut Quentin Moreau.

- EN CHIFFRES**
- ISOLATION DU TOIT POUR UNE MAISON DE 48 M² : 517 €**
 - 35% d'énergie consommée en moins
 - + 3 degrés dans les maisons (de 17 à 20 degrés)
 - Retour sur investissement après 7 ans
 - ISOLATION DU TOIT, DES MURS ET VENTILATION POUR UNE MAISON DE 48 M² : 2 795 €**
 - 70% d'énergie consommée en moins
 - + 3 degrés dans les maisons (de 17 à 20 degrés)
 - Retour sur investissement après 20 ans

Des solutions axées sur l'efficacité énergétique et l'isolation thermique abordable.



Vers une transition énergétique inclusive et participative au Maroc

Avec l'adoption de stratégies nationales de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, le Royaume du Maroc se positionne comme l'un des pays à l'avant-garde de la transition énergétique en Afrique. L'enjeu est d'accompagner cette transition et de l'opérationnaliser au plus près des territoires et des acteurs locaux.

Pour répondre à ce défi, le Geres développe des solutions techniques bas-carbone et renforce le pouvoir d'agir des citoyens et des territoires à travers trois projets phares. Ses actions sont le fruit d'une expérience de plusieurs décennies au Maroc qui a conduit à des ancrages territoriaux forts et à une connaissance renforcée des thématiques d'intervention que sont l'efficacité énergétique selon une approche filière, la planification territoriale énergie-climat ou encore la sensibilisation et la mobilisation citoyenne sur ces sujets.

Des fours à gaz performants en milieu urbain

L'utilisation massive du bois pour la cuisson, en particulier en milieu rural, a conduit le Geres à s'intéresser aux modes de cuis-

son alternatifs, utilisant notamment le gaz butane. En partenariat avec des industriels de fours marocains, le Geres a apporté son expertise technique pour la conception et la diffusion de fours à gaz à haute performance énergétique et a créé le label "FaranEco". Après plusieurs

mois consacrés à des tests en usine, cette action pilote démarrée en 2019 a déjà permis l'identification et la prospection de plus de 300 professionnels dans les zones urbaines de Casablanca et Rabat-Salé.

Accompagner les territoires vers la transition énergétique

Après une première expérience réussie en collaboration avec la Commune de Chefchaouen, véritable laboratoire de la Ville durable, le Geres a noué de nouveaux partenariats en 2019 pour accompagner la Province de Midelt qui souhaite poursuivre son engagement en faveur de la transition énergétique initiée dans le cadre du projet EDMITA (Energie Durable dans les provinces de Midlet et Tata) de la GIZ. Depuis 2018, le Geres intervient régulièrement dans cette zone

pour mener une étude sur le chauffage et le confort thermique hivernal dans les écoles de la Province et pour accompagner l'émergence d'un Centre Info Energie. Dès 2020, la priorité sera donnée à l'amélioration de l'efficacité énergétique des écoles et à un appui à la planification territoriale énergie-climat.

Une mobilisation citoyenne à grande échelle

Le Geres a accompagné la Commune de Chefchaouen dans la mise en place du premier SIEC (Service Information Energie Climat). Ce type de dispositif permet d'informer et de sensibiliser les citoyens et les professionnels à la maîtrise de leur demande en énergie. En 2019, un travail de capitalisation, piloté par la Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima au Maroc et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en France, a permis au Geres d'alimenter une réflexion stratégique sur l'opérationnalisation et la pérennisation des SIEC au Maghreb. Pour 2020, l'enjeu est de disséminer plus largement ce type de dispositif au Maroc, avec l'implication des Organisations de la Société Civile (OSC) locales et le soutien de l'AFD (Agence Française de Développement).



EN CHIFFRES

Les petites boulangeries ayant adopté un four "FaranEco" ont pu réaliser **50%** d'économies de gaz. L'économie d'exploitation est significative, soit plus de **50 euros** par mois.

Agir à l'échelle des territoires



Rin Sinoun et son épouse, à Samroang Yea dans la province de Pursat au Cambodge, producteurs de charbon à partir du bois des forêts protégées et exploitées durablement par des communautés forestières voisines.

Au Bénin et au Cambodge, le Geres soutient le développement et la mise en œuvre de stratégies biomasse-énergie à l'échelle des territoires affectés par la déforestation et la dégradation des terres.

Les interventions visent à renforcer les capacités de planification, de gestion et de prise de décisions des acteurs publics et privés locaux intervenant dans les filières de production et de diffusion de biocombustibles durables.

Dans la continuité de plusieurs projets pilotes, l'année 2019 a initié une approche mettant l'accent sur les axes suivants :

Gestion durable des ressources

Au Bénin, des enquêtes et analyses de la demande par rapport à l'offre en bois-énergie et les impacts sur les ressources forestières ont permis de proposer au Groupement Intercommunal des Collines des axes d'intervention concrets cohérents avec les

orientations prioritaires de sa stratégie énergie-climat. Au Cambodge, les interventions soutiennent les communautés des zones tampons du massif des Cardamones pour la mise en œuvre de leurs plans communautaires de gestion forestière, en lien avec les plans communaux de développement.

Pour un dialogue multi-acteurs

Le Geres intervient sur l'ensemble de la filière en favorisant le dialogue entre les différents acteurs concernés : services techniques en charge de la forêt, autorités locales, instances communautaires, entrepreneurs et artisans locaux impliqués dans la production, distribution, transport ou commercialisation. Au Cambodge, un comité dédié a facilité l'identification conjointe des zones dégradées impropres à toute activité agricole et propices à des plantations commerciales pour des usages énergétiques. Au Bénin, les consultations menées avec le GIC préfigurent un cadre de concertation territoriale.

Une approche transversale

Des échanges d'expériences et d'expertise entre ces deux pays ainsi que le développement de partenariats avec des organisations spécialisées dans la conservation de la biodiversité sont prévus à travers le programme CEMAATERR qui promeut une approche territoriale de la transition énergétique adaptée aux zones rurales et aux villes relais d'Asie, d'Afrique de l'Ouest et de la Méditerranée.

Améliorer la résilience des populations aux changements climatiques

La troisième phase du Projet d'Appui à la Mobilisation des ONG françaises sur le Climat (PAMOC3), qui structure les activités de la Commission Climat et Développement de Coordination SUD, a démarré en janvier 2019.

Sous la houlette du Geres, il vise à permettre aux Organisations de la Société Civile de solidarité internationale de faire face aux urgences sociales et climatiques croissantes et de répondre plus efficacement à leur mission d'intérêt général face à des enjeux climatiques essentiels à maîtriser pour ces structures.

Proposer des solutions de développement climato-compatibles

Le travail de cette commission dont l'objectif

est de proposer des solutions de développement climato-compatibles repose sur 4 axes :

- 1 - Former à l'intégration du climat dans les projets et politiques de dévelop-

- 2 - Produire de la connaissance technique et scientifique sur le climat, déclinée opérationnellement vers les équipes des OSC, des financeurs et des pouvoirs publics.
- 3 - Influencer les décideurs politiques français pour une plus grande cohérence climatique.
- 4 - Capitaliser sur les pratiques pour alimenter les actions climat des membres de Coordination SUD.

En 2019, entre autres actions, une rencontre

multi-acteurs sur les Contributions Déterminées au niveau National et les Forêts a été co-organisée à Paris avec l'ONG Fern. Elle a donné lieu à une note de décryptage largement diffusée par les OSC membres.

Quels défis pour la suite ?

La COP26 est présentée comme la dernière chance pour l'Accord de Paris. Pour la CDD 2020 sera l'année du lancement du programme de formation auprès des équipes siège et terrain des OSC. Par ailleurs, mettre en lumière cette démarche collective et lui donner les moyens humains et financiers de sa mise en œuvre complète requerra les efforts de toutes et tous.

Une communauté engagée pour la Solidarité climatique

Portée et animée par le Geres, la Communauté pour la Solidarité climatique rassemble collectivités, associations et entreprises, engagées à nos côtés pour le climat.

UNE DOUBLE DÉMARCHE ENGAGEANTE ET COHÉRENTE

Être acteur du changement :

- Estimer ses émissions et réduire son impact sur le climat par la mise en place d'actions qui contribuent à la neutralité carbone et d'une démarche de développement durable adaptée à chaque structure.
- Mobiliser les collaborateurs, les consommateurs et plus largement les citoyens par le déploiement de campagnes de plaidoyer et de mécaniques de mobilisation.



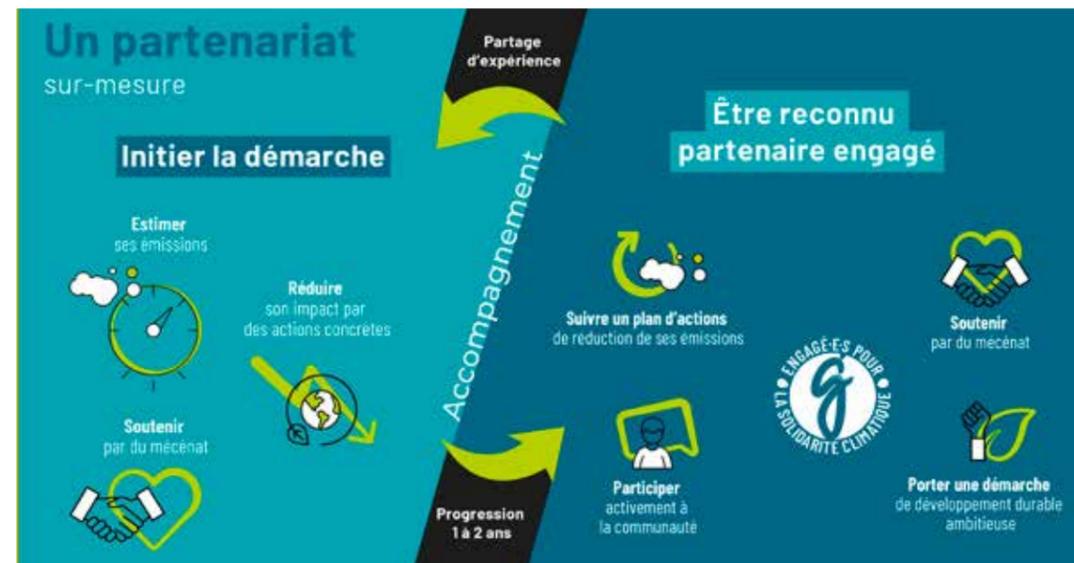
Soutenir les actions de transition énergétique du Geres en faveur des populations vulnérables et des territoires en France et à l'international, à travers du mécénat.

POUR ACCÉLÉRER LE CHANGEMENT

L'ambition du Geres est d'accompagner ses partenaires dans la mise en œuvre et la promotion de leurs actions en faveur du climat et dans le partage de bonnes pratiques tout en créant de nouvelles synergies. Soucieux de s'engager aux côtés de l'association, ces partenaires intègrent la "Communauté des acteurs engagés pour la Solidarité climatique", sous conditions d'engagements visibles et avec une volonté de

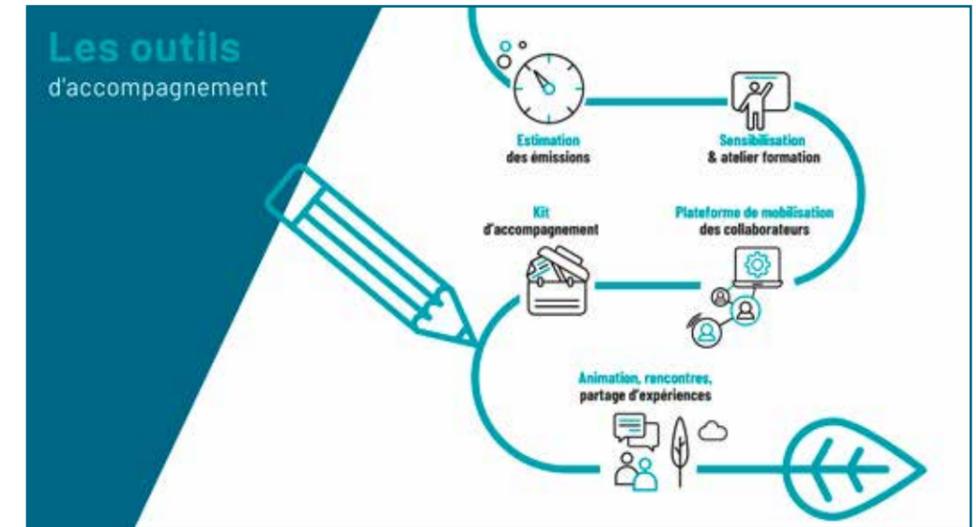
s'inscrire dans une démarche durable. Le Geres les accompagne dans leurs premiers pas par la réalisation d'une première estimation carbone et dans la mise en place d'un plan d'actions. Une fois la démarche éprouvée et estimée conforme à la Charte repère de développement durable mise en place par le Geres, ce dernier leur attribue le statut "Engagé-e-s pour la Solidarité climatique".

En tant qu'acteur engagé, les partenaires : entreprises, associations ou collectivités deviennent des membres actifs de la communauté, en partageant leurs expériences et en étant force de mobilisation. Nous tenons à remercier les 40 partenaires déjà engagés à nos côtés pour contribuer à construire ensemble un monde durable et solidaire.



UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE

Pour accompagner ses partenaires dans la mise en œuvre de leur démarche, le Geres met à disposition des outils et anime cette communauté à travers des ateliers réguliers.



SUR LE VIF



Alexandre Latz,
Directeur Général
chez Concept Emballage

Le réchauffement climatique va perturber de façon conséquente les équilibres de la filière viti-vinicole : remise en cause des rendements, remise en cause de la notion de terroir (climat/terre/cépages). Concept Emballage, ancrée dans cette filière depuis toujours, souhaite prendre sa part dans les efforts collectifs indispensables à la préservation de cette activité agricole clé. Grâce au partenariat avec le Geres, adapté au fonctionnement des PME, nous avons pu cartographier nos postes carbone et mettre en place un plan de sobriété cohérent. Ce plan est bénéfique à plusieurs niveaux : il nous engage pour préserver l'activité de nos clients, contribue à diminuer notre dépendance au carbone, et améliore notre résilience aux aléas de cette énergie. Il oriente notre gestion vers plus de sobriété, moins de gaspillage. C'est donc une boussole économique vertueuse. Enfin, il mobilise l'ensemble de nos salarié-e-s à travers un projet commun, bénéfique pour la planète laissée à leurs enfants".



Gilles Martin-Gilis,
Directeur Service
Mobilisation et
Développement
du Geres

Aujourd'hui, de nombreuses entreprises mènent déjà des actions ponctuelles en faveur des problématiques environnementales d'économie d'eau, d'énergie, de matière, de réduction des déchets ou encore de sensibilisation de leurs collaborateurs. Pourtant, par manque de connaissances, de temps ou de moyens, ces actions s'inscrivent encore trop peu dans le cadre d'une stratégie de développement formalisée. C'est pourquoi, au Geres, nous avons décidé d'accompagner nos partenaires pas à pas pour leur permettre de mieux structurer leur démarche et leurs actions en les aidant notamment à mieux appréhender les enjeux du Développement Durable, les ODD et leur mise en œuvre. En étant force de proposition et de conseil, notre rôle est aussi de les aider à mieux intégrer l'interdépendance des dimensions environnementales, sociales et économiques avec comme paradigme la transformation des contraintes en opportunités et leviers d'innovation. Fédérés au sein de la Communauté pour la Solidarité climatique, nos partenaires partagent ainsi des valeurs et des objectifs communs et s'engagent à soutenir nos actions auprès des populations les plus vulnérables".

Les citoyens se mobilisent pour la Solidarité climatique

L'année 2019 a été une année de transition pour la mobilisation citoyenne au Geres. L'urgence de mobiliser largement la société civile, en parallèle de nos actions de terrain, nous a conduits à transformer nos outils de communication pour pouvoir mieux sensibiliser les publics que nous touchons aux enjeux de solidarité climatiques.

Nous avons donc repensé en profondeur notre site internet pour que chacun puisse y trouver facilement des moyens d'action mis à sa disposition pour participer à la transition sociétale. En tant qu'institution, collectivité, entreprise ou fondation

mais aussi en tant que citoyen-ne. Cette refonte a été l'occasion d'intégrer au site du Geres notre plateforme déco-gestes afin de renforcer sa visibilité. Des dizaines de nouveaux gestes, liés

à l'ensemble des Objectifs de Développement Durable (ODD), vont venir enrichir cet espace et permettre la multiplication des engagements, plus de 34 000 à ce jour, en faveur de la Solidarité climatique. Un nouveau groupe de discussions a également

été lancé sur Facebook afin que les 7 000 citoyens engagés sur la plateforme puissent échanger facilement sur leurs différentes formes d'engagement pour accélérer la transition.

Enfin, une grande campagne de mobilisation numérique a été réalisée en fin d'année pour inviter les citoyens à découvrir les solutions que l'on promeut et met en œuvre dans nos différents pays d'intervention. Cette campagne a été vue près de 1,5 million de fois sur les réseaux sociaux et sur les sites d'information et a incité de nouveaux donateurs et adhérents à nous rejoindre.



3 QUESTIONS À

Camille André,
Responsable programme climat et énergie au Geres, en charge des actions de mobilisation citoyenne dans le cadre du programme "Solidarité climatique"

En quoi l'atteinte des ODD est-elle liée à la lutte contre les changements climatiques ?

Dès 2015, la Banque Mondiale alertait la communauté internationale : si rien n'est fait, 100 millions de personnes supplémentaires seront menacées de pauvreté du fait des impacts des changements climatiques. Tout est lié. Atteindre les 17 Objectifs de Développement Durable que se sont fixés l'ensemble des États de la planète n'est pas envisageable sans une action collective et rapide pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et préparer les populations aux conséquences irréversibles des dérèglements climatiques en cours. Le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat) le répète sans relâche depuis plus de vingt ans : le climat change et impacte l'humanité toute entière. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons nous battre pour la Solidarité climatique !

Comment embarquer les citoyens dans ce grand défi collectif ?

Au Geres nous croyons dans les capacités de chacun-e à agir à son échelle pour engager une transition sociétale juste et compatible avec les limites de la planète. Pour cela, nous proposons 80 gestes sur notre plateforme en ligne. Tout le monde peut véritablement devenir acteur de cette transition. Changer ses habitudes de consommation, s'informer sur les dérèglements climatiques et en informer son entourage, s'engager dans les associations de solidarité ou les mouvements citoyens sont autant de manières de contribuer à la Solidarité climatique.

Quelles actions ont été menées en 2019 pour sensibiliser les citoyens à ces questions ?

Toutes et tous, nous pouvons faire quelque chose pour ne pas briser le plafond écologique et pour aider les plus vulnérables à ne pas tomber sous le plancher social. Pour cela, nous avons conduit plus d'une vingtaine d'actions de sensibilisation à destination des organisations de la société civile et des citoyen-ne-s. Par exemple, en lien avec Territoires Solidaires, nous avons proposé deux demi-journées d'ateliers pour les associations et les collectivités locales de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur sur la Solidarité climatique et la nécessité de concilier les ODD et la lutte contre les changements climatiques dans toutes leurs activités. Des actions de sensibilisation ont aussi été conduites auprès des personnels hospitaliers et des patients des hôpitaux de la Timone et de la Conception à Marseille, car la santé mondiale est particulièrement menacée par les conséquences des dérèglements à l'œuvre.



LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE EN CHIFFRES

- 7 000 citoyens engagés
- 17 Objectifs de Développement Durable
- 34 000 gestes soutenus
- 1,5 million de vues sur la campagne

Les solutions off-grid pour répondre aux besoins en énergie des populations rurales.



L'accès à l'énergie par le développement de mini-réseaux au Myanmar

Au Myanmar, le taux de personnes connectées au réseau national est passé de 30 % en 2014 à 42 % en 2018.

Une augmentation insuffisante pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'électricité en 2030, alors que dans le même temps, il existe un potentiel de développement estimé à 16 000 mini-réseaux.

L'importance des investissements nécessaires à l'extension du réseau national (estimés à US\$ 10 Mds) favorise l'intérêt des différents acteurs pour les solutions off-grid et le développement de mini-réseaux décentralisés. Dans cette perspective, en novembre 2019, l'Agence Française de Développement a mandaté le Geres, en consortium

avec IED, pour conduire une étude de faisabilité portant sur un appui financier au gouvernement du Myanmar sous la forme d'un prêt souverain d'un montant de 40 à 50 millions d'euros. Cette étude comporte plusieurs volets portant notamment sur la modélisation technico-économique des investissements réalisés, l'analyse des solutions techniques et de la rentabilité économique des développeurs. Une attention particulière est portée à l'insertion du projet dans le paysage institutionnel et financier existant et à l'évaluation de ses futurs impacts sociaux, économiques et environnementaux.

Améliorer les conditions d'éducation au Maroc

Le climat de la Province de Midelt, située dans la chaîne montagneuse du Moyen-Atlas au Maroc, est caractérisé par des hivers froids et rigoureux. Dans cette zone rurale enclavée, les écoles sont de véritables passoires thermiques.

À travers le projet CEMAATERR-Maroc, le Geres intervient auprès des autorités locales en charge de la construction, de la rénovation et de l'entretien des écoles afin d'améliorer la prise en compte des principes d'efficacité énergétique et de bio-climatisme dans la planification locale et la programmation des équipements publics. Des chantiers pilotes seront conduits dans plusieurs écoles avec des artisans et entrepreneurs de la filière pour faire émerger une offre de service locale. Ils soutiendront des actions de sensibilisation environnementale conduites avec des associations locales auprès des jeunes et plus largement des citoyens et des institutions publiques et privées. D'ici 2023, au moins 150 écoliers et personnels éducatifs devraient bénéficier d'un meilleur confort thermique dans les écoles pilotes du projet et 600 personnes seront sensibilisées.

Favoriser des dynamiques multi-acteurs

En Tunisie, le Geres a initié deux collaborations importantes. L'une avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie (ANME), grâce au soutien financier de son homologue français l'ADEME et l'autre avec la ville de Sousse, dans le cadre de sa coopération décentralisée avec la ville de Marseille, grâce au soutien de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le premier volet des actions entreprises dans le cadre de la collaboration avec l'ANME porte sur la maîtrise de l'énergie et la production d'énergies renouvelables dans les bâtiments publics. Le second a pour objectif la mise en place de Services Info Énergie Climat pour mobiliser, éduquer et conseiller les habitants, les entreprises et les collectivités à la maîtrise de l'énergie. En 2020, grâce au soutien financier de l'AFD, cette dynamique d'alliance multi-acteurs pour un développement territorial durable, dont la ville de Sousse est pionnière, sera appuyée dans d'autres villes telles que Nabeul et Bizerte. Objectif : favoriser la participation des associations et organisations de la société civile (en nombre croissant depuis le printemps arabe) à la transition énergétique et s'appuyer sur leurs expertises. Autour de ces sujets, les échanges vont se poursuivre dans le cadre du groupe de travail méditerranéen que le Geres a initié en 2017 entre des acteurs tunisiens, marocains et français, notamment FLAME et le CLER.



Sur la voie d'une industrie textile plus vertueuse



L'industrie du vêtement au Cambodge est un pourvoyeur majeur d'emplois industriels. Au cours de la dernière décennie, elle a connu un développement rapide hélas accompagné d'une demande énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre en forte hausse.

L'utilisation largement prédominante de bois bon marché, non durable et non traçable, pour la production de chaleur dans ces usines de vêtements contribue à la déforestation et aggrave l'empreinte écologique du secteur. Alors que les marques internationales prennent toujours plus d'engagements en matière de réduction d'empreinte carbone, l'évolution au sein des usines textiles vers des modes de productions efficaces et plus durables est indispensable au maintien de la production de vêtements au Cambodge. Grâce à un financement européen, le Geres a initié, au second trimestre 2020, le projet ASSET (Adopting Solutions for Sustainable Energy in Textile), en partenariat avec GGGI (Global Green Growth Institute) et GMAC, le syndicat des producteurs de vêtements au Cambodge. Ce projet sur 4 ans vise à accroître les compétences et les investissements en matière de technologies et de pratiques énergétiques efficaces et durables dans les usines de confection.

Valorisation des bio-déchets

Métha'Synergie, c'est la réunion de l'ensemble des acteurs institutionnels et professionnels de la filière méthanisation en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Son rôle est de promouvoir, d'accompagner et de dynamiser la filière sur le territoire. Créé par l'ADEME, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la DREAL, la Chambre régionale d'agriculture, le Geres, GRTgaz et GRDF, ce consortium s'est récemment doté d'un nouveau site Internet pour informer et accompagner les porteurs de projets qui souhaitent s'engager dans des actions de méthanisation de leur matière organique résiduelle. Véritable boîte à outil, cette nouvelle plateforme digitale met aussi à disposition de la documentation, des informations réglementaires, des outils opérationnels, une cartographie de la région mais aussi un annuaire de formation.

Plus d'infos sur : www.methasynergie.fr



AMÉLIORER LA QUALITÉ DANS LES PROGRAMMES : un défi au quotidien pour nos équipes

Suivre, et évaluer les projets et les actions de terrain constitue un enjeu majeur pour le Geres. Gages de pertinence au regard des besoins des populations, gages d'efficacité et de pérennité des actions, les dispositifs de suivi-évaluation sont aussi la source des informations fiables que nous pouvons partager avec l'ensemble de nos partenaires, de nos adhérents et donateurs. Concrètement, au Geres, cette recherche de qualité passe par l'accompagnement pratique, dans l'échange et le dialogue, de l'ensemble des équipes opérationnelles à partir de situations concrètes liées au cycle de projet. Elle passe aussi par le partage et la transversalisation de bonnes pratiques en interne et par la participation à des réflexions croisées avec d'autres organisations.

S'inscrire dans une dynamique globale d'amélioration continue, pourquoi ?

Lutter à la fois contre des situations de pauvreté et contre les changements climatiques est une aventure humaine à laquelle doit prendre part un ensemble d'acteur-trice-s. Il s'agit d'un processus de changement long, enthousiasmant mais exigeant du fait de la complexité des systèmes en jeu. L'approche qualité doit permettre au Geres de progresser dans la gestion de cette complexité pour s'assurer que les actions mises en œuvre soient les plus pertinentes dans la durée. Cela passe par l'implication des acteurs locaux dès la conception des programmes afin que ceux-ci répondent précisément aux besoins des populations et des territoires. La démarche qualité doit aussi améliorer l'agilité du Geres et des systèmes et rendre possibles les réorientations nécessaires en cas d'évolutions du contexte.

En outre, dans un contexte de baisse des fonds publics, de remise en cause de l'efficacité de l'aide au développement et de l'évolution du paysage de la solidarité internationale, les ONG sont aujourd'hui amenées à démontrer que leur action est pertinente, efficiente et qu'elle produit des résultats à long terme. Elles se doivent aussi d'être transparentes quant à leurs modes de gestion et de gouvernance et d'être redevables vis-à-vis de l'ensemble de leurs partenaires et soutiens. "S'engager dans une démarche qualité, permet ainsi de gagner en crédibilité et en légitimité, de consolider les relations avec les partenaires financiers et techniques ou de conforter le positionnement stratégique du Geres dans ses différents domaines d'actions. Mais cela permet aussi de renforcer la pertinence, l'efficacité, la durabilité et la professionnalisation de nos actions, tout en se démarquant des autres", explique Laurence Teissier, responsable Qualité et partenariats.

Impacts sociaux et mécénat : construire durablement ensemble

Les fondations et les mécènes sont nombreux à solliciter les ONG pour les aider à mesurer l'impact de leur engagement. L'équipe mécénat du Geres a ainsi mené, avec ses partenaires mécènes, une étude destinée à

préciser leurs attentes en matière d'impacts sociaux. Les résultats de cette étude ont été partagés lors d'un atelier de travail collectif réunissant les mécènes du Geres. "La prochaine étape sera de construire un cadre de suivi-évaluation des effets de nos actions qui aille au-delà des projets, en

cohérence avec l'ambition que nous, Geres, nous fixons d'établir des indicateurs d'impacts sociaux globaux en lien avec notre projet associatif", explique la déléguée générale du Geres, Laurence Tommasino.

2 QUESTIONS À

Thierry Hergault,
responsable du secteur
Solidarité Internationale de la
Fondation Abbé Pierre (FAP).



La FAP réfléchit à ses impacts sociaux, pourquoi ce travail est important pour vous ? Et de quoi s'agit-il ?

La Fondation Abbé Pierre a pour mission sociale de permettre à toute personne démunie d'accéder à un logement décent et à une vie digne. Réfléchir aux impacts sociaux des actions que nous soutenons est primordial pour mieux anticiper et répondre aux attentes des personnes les plus exclues et les rendre acteurs de leur propre changement. Il s'agit ici de construire des actions impactantes, à même de favoriser aussi bien les prises de conscience collectives que l'émancipation économique, sociale et citoyenne de chaque habitant.

Où en êtes-vous aujourd'hui et comment le mettez-vous en œuvre au sein de la FAP ?

Depuis déjà quelques années, notre fondation se mobilise aux côtés de ses partenaires afin d'engager, sur chaque projet, une vraie dynamique de transformation sociale par l'habitat. Cette année, la FAP finalise une étude de capitalisation sur les expériences de nos partenaires à l'international. Ce temps d'analyses croisées des "modes de faire" a été une opportunité offerte à nos partenaires pour nourrir ensemble leurs contributions au changement social. Pour renforcer les capacités de chacun, la FAP entend favoriser les échanges entre pairs comme vecteur d'amélioration des projets et de leurs effets. L'objectif est de soutenir l'émergence d'une "communauté apprenante" de praticiens engagés sur la promotion de l'habitat digne et décent.

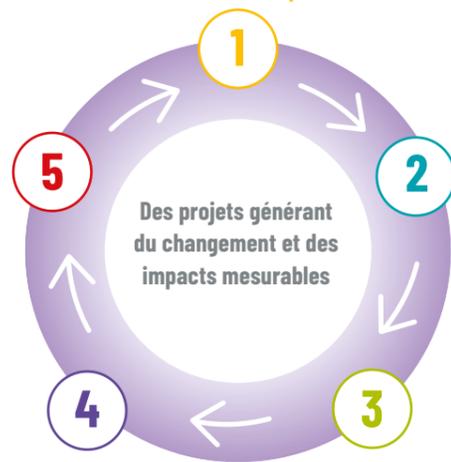
5 PRINCIPES, GAGES DE QUALITÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

La démarche qualité mise en œuvre par le Geres suit scrupuleusement toutes les étapes du cycle du projet :

CAPITALISATION
Des projets générant de la connaissance et suscitant de la réplication

REDEVABILITÉ
Un travail enclenché avec les bailleurs pour valoriser nos impacts

MONTAGE DE PROJET
Des projets construits à partir d'une bonne connaissance du contexte et des besoins exprimés localement



PARTENARIATS
Une démarche de co-construction avec les parties prenantes

SUIVI-ÉVALUATION
Sur chaque projet pour suivre chaque étape : de la conception à l'évaluation, avec la mise en place d'un suivi-évaluation

Les projets à l'heure du suivi-évaluation et de la mesure d'impact

Dans le cadre du projet AEDTT (Accès à l'énergie durable pour toutes et tous) mené au Mali et soutenu par la coopération suédoise, un atelier s'est tenu à Koutiala en novembre 2019, réunissant les équipes du Geres et d'AMEDD, son partenaire malien.

Objectif de cet atelier : améliorer la compréhension commune du suivi-évaluation pour le projet, en partager les finalités, identifier les éléments clés à suivre et élaborer une matrice de mise en place de la démarche. Dans la continuité de cet exercice et fort de la clarification des effets et des impacts attendus, la responsable qualité et partenariats

accompagnera l'équipe dans le pilotage d'une étude d'évaluation des deux premières zones d'activités électrifiées. Les résultats de l'étude nourriront le projet en cours et permettront d'affiner la stratégie de déploiement de nouvelles ZAE.



Nos partenaires financiers

Le Geres tient à saluer l'engagement, la fidélité et la confiance de ses partenaires financiers sans qui ses actions et celles de ses partenaires techniques ne pourraient être menées.

ASSOCIATIONS

- Acting for Life
- Association Française du Festival International du Film
- Caritas Suisse
- CLER - Réseau pour la transition énergétique
- Help'M
- WWF - World Wildlife Fund

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Aix-Marseille-Provence Métropole
- Département des Bouches-du-Rhône
- Parc naturel régional des Alpilles
- Province de l'Arkhangai
- Région Sud - Provence-Alpes-Côte-d'Azur
- Ville de Paris

ENTREPRISES

- Animine
- Bleu-Vert
- Bouygues Bâtiment Sud-Est
- Concept Emballage
- Laboratoires dermatologiques DUCRAY
- Ecodis
- ekWateur
- Empreinte Conseil
- Flying Blue
- GFA Consulting Group Gmbh
- GRDF - Gaz réseau distribution France
- GRTgaz
- H&M - Hennes & Moritz
- KGC - Khmer Green Charcoal
- Le Pal
- Maisons du Monde
- Muskane
- Novespace
- Orphoz
- Solagro
- Suez Consulting
- Thaïlande Autrement

ÉTATS ET GOUVERNEMENTS

- Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Cambodge
- Ministère de l'Environnement du Cambodge
- Ministère de l'énergie et des mines du Cambodge
- Ministère français de la Transition Ecologique et Solidaire

FONDACTIONS ET FONDS DE DOTATION

- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Humus
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Fondation Maisons du Monde
- Fondation Nexans
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation Raja
- Fondation Rexel
- Fondation Schneider
- Fonds de dotation Itancia
- Fonds d'entreprise Louis Dreyfus
- Fonds Synergie Solaire
- Fonds Watts for Change Valorem
- Solinergy

!! Nous tenons également à remercier les citoyens et citoyennes qui nous ont soutenus en 2019 à travers leurs dons et leurs adhésions. Leur mobilisation est précieuse pour notre association.

Retrouvez la liste exhaustive de nos partenaires sur notre site internet : www.geres.eu/nous-decouvrir/nos-partenaires/

ORGANISMES DE RECHERCHE ET DE COOPÉRATION

- AFD - Agence Française de Développement
- ASDI - Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement
- CCCA - Alliance cambodgienne contre le changement climatique
- Coopération Mali-Luxembourg
- Direction Coopération Internationale Monaco
- FFEM - Fonds Français pour l'Environnement Mondial
- NCF - Fonds Nordique pour le Climat
- OFID - Fonds de l'OPEP pour le Développement International
- ONU Femmes
- PEFC - Programme de reconnaissance des certifications forestières
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement
- Programme Alimentaire Mondial
- Union européenne
- WISIONS - Institut de Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie

ORGANISMES PUBLICS FRANÇAIS

- 13 Habitat
- ADEME - Agence de la transition écologique
- ADEME - Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
- DRAAF - Direction Régionale Agriculture Alimentation Forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- FNAB - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique
- MRU - Marseille Rénovation Urbaine
- SOLEAM - Société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise

Nos réseaux partenaires

Notre engagement dans plus de 20 réseaux associatifs contribue au partage d'expériences. Il traduit aussi notre volonté de donner plus d'efficacité à notre action en recherchant des synergies.



Groupe Initiatives

Née en 1993, le Groupe initiatives (Gi) est un collectif d'associations professionnelles de solidarité internationale composé de 12 organisations membres. Lieu d'échange et de partage d'expériences et de pratiques, il permet d'alimenter la réflexion des acteurs de la coopération et de formuler des recommandations en matière de politiques publiques. Ses actions et expertises reposent autour de 3 grands axes : promouvoir des pratiques et des méthodes pertinentes et efficaces, capitaliser, produire et diffuser de la connaissance et faire évoluer les pratiques et les politiques de solidarité internationale.



CLER - Réseau pour la transition énergétique

Le CLER est une association regroupant 300 professionnels de l'énergie répartis sur tout le territoire français. Sa mission consiste à animer un réseau d'acteurs de terrain, informer sur l'actualité des énergies renouvelables, accompagner les projets de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et soutenir les créations d'emplois dans ces secteurs.



Coordination SUD

Coordination SUD assure la coordination des ONG françaises de solidarité internationale. Elle rassemble plus de 130 associations qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains et de plaidoyer. Depuis 2013, le Geres est chef de file de la commission Climat et développement, un espace de travail regroupant une trentaine d'organisations membres dont l'objectif est de renforcer les actions nationales et internationales de la société civile engagée dans la lutte contre les changements climatiques.



ACCESS

ACCESS est une coalition d'organisations internationales dont l'objectif est de renforcer la visibilité des ONG engagées dans l'accès universel à l'énergie. ACCESS milite pour que les personnes vivant dans la pauvreté puissent accéder à une énergie sûre, fiable, accessible et durable. Le Geres participe aux efforts de plaidoyer de cette coalition.



F3E

Le F3E est un réseau associatif entièrement dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action en matière de coopération décentralisée et de solidarité internationale. Composé d'une centaine d'ONG et de collectivités territoriales, il rassemble des acteurs majeurs du secteur du développement et de la coopération internationale disposés à partager leurs pratiques pour renforcer leurs capacités et mieux rendre compte de l'efficacité de leurs actions. En 2019, le Geres a rejoint le conseil d'administration du F3E.



Territoires Solidaires

Installé à Marseille, le réseau Territoires Solidaires a pour objectif le développement et l'amélioration des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par les acteurs publics et privés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il met à disposition des outils méthodologiques et des formations, promeut les consortiums et soutient l'élaboration de programmes concertés.

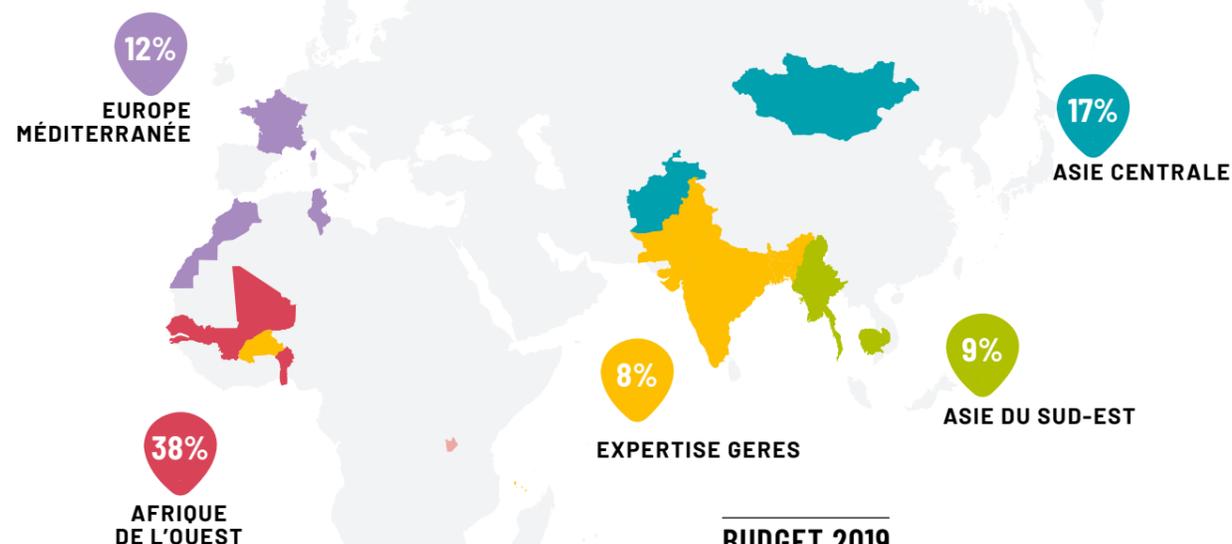
LES AUTRES RÉSEAUX DONT LE GERES EST MEMBRE

- **ARE** - Alliance pour l'Électrification Rurale
- **ATEE** - Association Technique Énergie Environnement
- **Comité 21** - Comité français pour l'environnement et le développement durable
- **CTCN** - Centre et réseau de technologie climatique
- **Energy Practitioner Network**
- **Envirobat Méditerranée**
- **GACC** - Alliance mondiale pour les foyers de cuissons améliorés
- **Global Compact**
- **GOGLA** - Association mondiale sur l'industrie de l'énergie solaire hors réseau.
- **Graine PACA**
- **Inforce**
- **IRAEE** - Inter-Réseau Agriculture, Énergie et Environnement
- **Nexus** - Carbon for development
- **RAPPEL** - Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement
- **Réseau Cicle**
- **Réseau Compost Citoyen**
- **Traducteurs sans Frontières**

Rapport financier

Le budget atteint 8 M€. Il est en augmentation par rapport à celui de 2018 (+222 K€, +3%). Cette évolution est portée par l'Afrique de l'Ouest dont l'activité a beaucoup augmenté en 2019 (+1 047 K€, +57%). Elle reste la première région pour le Geres avec 38% des emplois effectifs. L'Asie Centrale reste la deuxième région d'intervention du Geres avec une légère baisse en 2019. La région Europe-Méditerranée et surtout l'Asie du Sud-Est baissent et représentent respectivement 12% et 9% des emplois effectifs. Le volume d'activité de l'unité transversale d'expertise baisse aussi (-9%); il représente 8% des emplois.

RÉGIONS D'INTERVENTION DU GERES (HORS SIÈGE)



BUDGET 2019

7,8 M €

PERSPECTIVES POUR 2020

Le Geres a commencé en 2019 à investir dans son développement en liaison avec son plan stratégique 2019-2022 tout en poursuivant sa stratégie de renforcement de ses fonds propres. Les premiers résultats de ces investissements apparaissent dans les comptes 2019 avec l'augmentation des fonds levés auprès d'entreprises dans le cadre de la démarche de la Solidarité climatique.

La crise liée au Covid-19 aura des impacts sur notre activité en 2020 et vraisemblablement sur le moyen terme. Le Geres va donc adapter les moyens qu'il consacrera à son développement mais sans renoncer aux choix forts et stratégiques qui ont été faits en 2019, dont la mobilisation des entreprises et des particuliers autour de notre nouvelle signature "la Solidarité climatique en action". Nous espérons aussi pouvoir augmenter le volume de nos ventes de crédit carbone générés au Mali.



Le label IDEAS atteste de la qualité de nos pratiques en matière de gouvernance, gestion financière et suivi de l'efficacité de notre action. Il est attribué par un comité indépendant.

UN RÉSULTAT EXCÉDENTAIRE

Le Geres est excédentaire pour son exercice comptable 2019, avec un résultat qui s'élève à 176 K€. Comme en 2018, cet excédent s'explique par les activités opérationnelles ; les produits issus de la vente de crédits carbone n'ont ainsi généré qu'un excédent de 4 K€ en 2019. Comme en 2018, nous avons donc pu parvenir à une meilleure couverture des dépenses de l'association à travers les différents projets mis en œuvre et par une meilleure valorisation de notre expertise. Nous avons aussi en 2018 pu provisionner certains risques et charges. En 2019, les reprises de provision se sont élevées à 281 K€ suite à la réalisation ou non de certains risques et charges. En 2019, d'autres provisions ont été dotées pour couvrir des risques de cofinancement ou sur la valeur des stocks. L'impact de ces dotations/reprises a un impact négatif sur le résultat du Geres de -59 K€ contre -168 K€ en 2018.

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Les frais de fonctionnement et de recherche de fonds représentent 14,4% du budget total : ils sont stables en valeur absolue (-5 K€), mais en baisse en valeur relative puisqu'ils représentaient 14,9% des emplois en 2018. Les frais de recherche de fonds ont augmenté sensiblement (+20 K€, +158%) en raison d'une campagne média lancée en fin d'année.

Les comptes du Geres ont été arrêtés lors du Conseil d'Administration du 29 juin 2020 et sont certifiés par le commissaire aux comptes Llinas Audit.

LE BILAN

ACTIF	2019	2018	ÉCART 2019-2018
ACTIF NET IMMOBILISÉ EN €	356 457	320 667	11%
En-cours de production de services	43 152	50 531	-15%
Stock de produits finis et encours	60 153	1 841	3 167%
Créances d'exploitation	9 628 168	16 026 717	-40%
Produits à recevoir	40 877	271 326	-85%
Charges constatées d'avance	10 968	19 319	-43%
Disponibilités	3 877 469	2 727 144	42%
ACTIF NET CIRCULANT EN €	13 660 787	19 096 880	-28%
TOTAL ACTIF NET EN €	14 017 245	19 417 547	-28%

PASSIF	2019	2018	ÉCART 2019-2018
Fonds social	1080 318	942 856	15%
Résultat de l'exercice	175 649	137 462	28%
FONDS ASSOCIATIFS EN €	1255 967	1 080 318	16%
Provisions pour fin de carrière	39 210	36 702	7%
Provisions pour risques et charges	481 720	445 048	8%
Fonds dédiés	342 567	359 863	-5%
PROVISIONS EN €	863 497	841 612	3%
Dettes auprès des établissements de crédits	84 093	171 649	-51%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	234 265	475 756	-51%
Dettes fiscales et sociales	387 186	353 977	9%
Produits constatés d'avance	11 192 237	16 494 235	-32%
DETTES EN €	11 897 781	7 495 617	-32%
TOTAL PASSIF EN €	14 017 245	19 417 547	-28%

Le total du bilan est en diminution sensible (-28%) passant de 19,4 M€ à 14 M€.

Cela est principalement dû à la diminution des créances d'exploitation à l'actif et aux produits constatés d'avance au passif qui avaient beaucoup augmenté en 2018 et qui s'élèvent respectivement à 9,6 M€ et 11,2 M€. Ces deux

montants représentent pour le premier le montant des conventions de financement signées non encore perçues et pour le second le montant non encore utilisé comme ressources. Cette diminution traduit une baisse de « la réserve » d'activités pour les prochaines années 2020 essentiellement et 2021. Malgré cette baisse, les produits constatés d'avance restent supérieurs à leur niveau de 2017 (9,2 M€).

La trésorerie est en augmentation significative passant de 2,7 M€ à 3,9 M€ en 2019 (+1,2 M€, +42%). Toutefois une partie de cette évolution (513 K€) est liée à un changement dans nos pratiques comptables (cf. ci-contre).

Les échéances annuelles des emprunts contractés en 2015 ont été remboursées à hauteur de 88 K€. Les dettes auprès des établissements de crédit ont donc continué à diminuer pour représenter 84 K€. Elles seront remboursées totalement en 2020. Grâce à l'excédent dégagé en 2019, les fonds propres continuent à augmenter pour atteindre 1 255 967€. Ils représentent 16% du budget de l'année 2019, soit 1,9 mois d'activités

CHANGEMENT DE PRINCIPE COMPTABLE

Depuis octobre 2019, le Geres au Mali a commencé à utiliser le logiciel CEGID pour gérer sa comptabilité. Ce logiciel est utilisé pour la comptabilité générale du Geres. Progressivement le Geres au Mali va installer ce logiciel dans toutes ses antennes et ne recourir à des tableurs Excel que pour certaines opérations (cahier de caisse, comptabilité des partenaires). Depuis, les actifs et passifs comptables du bureau du Mali sont présentés selon leur nature (créances partenaires, autres créances, trésorerie) et non plus comme une seule créance du Geres vers son bureau du Mali. La partie disponible en trésorerie au Mali est donc désormais comptabilisée dans la trésorerie globale du Geres.

LES EMPLOIS

EMPLOIS	2019	%	2018	%	VARIATION 2019-2018	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2019
1-MISSIONS SOCIALES	6 357 793	79,2 %	6 283 268	80,4 %	1 %	35 412
France et Europe	708 135		814 265		-13 %	34 962
Pays en développement	5 649 657		5 469 003		3 %	450
- Maroc	220 201		385 614		-43 %	-
- Afrique de l'Ouest	2 876 565		1 829 680		57 %	-
- Asie Centrale	1 313 349		1 343 119		-2 %	450
- Asie du Sud-Est	660 070		1 272 025		-48 %	-
- Expertise	579 472		638 565		-9 %	-
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	164 519	2,0 %	121 446	1,6%	35 %	34 962
Frais d'appel à la générosité du public	32 994		12 808		158 %	13 888
Frais de recherche des autres fonds privés	131 525		108 638		21 %	21 073
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	994 257	12,4 %	1 041 837	13,3 %	- 5 %	1 219
4-DOTATIONS AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS*	340 639	4,2 %	226 487	2,9 %	50 %	
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	175 649	2,2 %	137 462	1,8 %		
TOTAL EMPLOI EN €	8 032 856	100 %	7 810 501	100 %	3 %	
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public.						71 592
TOTAL EMPLOIS EFFECTIFS EN €	7 515 762	94 %	7 422 295	95 %	1 %	

Les emplois effectifs augmentent de 1% entre 2018 et 2019 et s'élèvent à 7 516 K

Les activités en **Afrique de l'Ouest** ont permis cette augmentation grâce aux projets financés l'un par la Coopération Luxembourgeoise et l'autre par la Coopération Suédoise. Ce dernier va continuer à se développer avec les "Zones d'Activités Électrifiées" (ZAE).

L'Afrique de l'Ouest a vu son activité augmenter de 57% et reste ainsi la première région du Geres (2.877K€).

L'Asie centrale, en baisse de 2%, reste la deuxième région d'activités du Geres. Les deux projets les plus importants en volume financier ont pour objectif le développement de solutions énergétiques innovantes et adaptées pour l'habitat à Kaboul et à Oulan Bator. Ces projets, financés majoritairement par l'Union Européenne bénéficient également d'un engagement fort respectivement de l'Agence Française de Développement et de la Fondation Abbé Pierre.

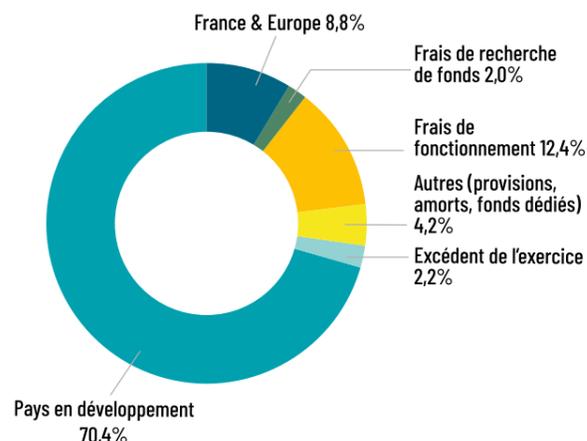
L'Asie du Sud-Est, a, comme prévu, vu son activité baisser fortement (-43%). Grâce à un financement du Nordic Development Fund, le Geres poursuit son action sur la filière charbon durable. En partenariat avec GGGI et sur financement de l'UE, le Geres pourra en 2020 investir sur l'efficacité énergétique des usines textiles. Au Myanmar, se poursuit le projet financé par l'AFD visant à développer un réseau de distribution au dernier kilomètre d'équipements pour un meilleur accès à l'énergie.

La région Europe-Méditerranée ne représente plus que 12% des activités du Geres. Au Maroc, la deuxième phase du projet, financée par l'AFD, portant sur l'appui au développement des petites boulangeries via l'amélioration de la performance énergétique des fours à pain utilisés s'est poursuivie. Les activités se développeront en Tunisie grâce à un projet multi-pays qui démarrera en 2020 et qui porte sur l'appui à la société civile au Maghreb pour le développement de Services locaux d'Information sur l'Énergie et le Climat (SIEC). En France aussi l'activité s'est contractée en 2019. Les projets sont toujours majoritairement mis en œuvre en région Provence Alpes côtes d'Azur et financés par l'ADEME et le Conseil Régional.

L'unité Expertise a vu son activité se réduire de 9%. La fin de la phase 1 d'une des deux conventions programmes signées avec l'AFD, CEMAATERR et le démarrage de la deuxième phase d'une durée de 3 ans explique en partie cette évolution. L'étude de faisabilité conduite au Pakistan avec un financement de l'AFD qui devait s'achever en 2019 a été prolongée d'un an.

RÉPARTITION DES EMPLOIS EN 2019

Frais de recherche de fonds 2,0%



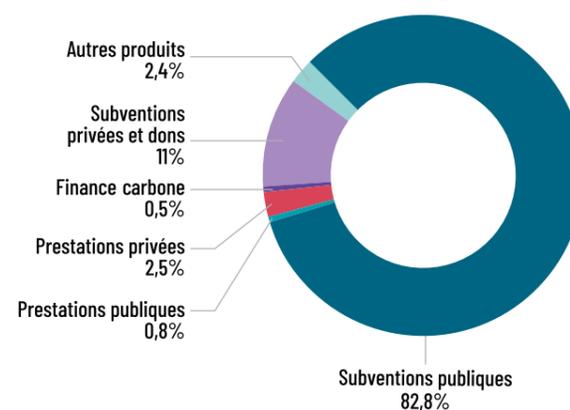
MISSIONS SOCIALES : 79,2%
SIÈGE : 14,4%
EXCÉDENT ET AUTRES : 6,4%

LES RESSOURCES

RESSOURCES	2019	%	2018	%	VARIATION 2019-2018	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2019
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	71 592	0,9 %	136 758	1,8%	-48%	71 592
- Dons manuels non affectés	-		-		-	-
- Don manuels affectés	71 592		136 758		-48%	71 592
2- SUBVENTIONS	7 121 452	88,7%	6 782 916	86,8%	5%	
- Publiques	6 352 254		5 485 829		16%	
- Privées	769 198		1 297 087		-41%	
3- PRODUCTIONS VENDUES	287 693	3,6%	637 741	8,2%	-55%	
- Crédits carbone	36 102		117 502		-69%	
- Prestations de service	251 591		520 239		-52%	
4- AUTRES PRODUITS	552 119	6,9%	253 087	3,2%	118%	
- Report des ressources non réalisées des exercices antérieurs	27 575		15 516		78%	
- Stock de produits finis	51 738		- 20 962		347%	
- Reprise des provisions	281 242		58 522		381%	
- Autres produits d'activité	191 564		200 011		-4%	
INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-					
TOTAL RESSOURCES EN €	8 032 856	100%	7 810 501	100%	3%	
Total des ressources collectées auprès du public						71 592
TOTAL RESSOURCES EFFECTIVES EN €	7 672 301	96%	7 757 425	99%	-1%	

ORIGINE DES RESSOURCES EFFECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2019

(Hors reprise de provisions, fonds dédiés et variations de stock)



FONDS PUBLICS : 82,8%
FONDS PRIVÉS : 17,2%

Les ressources effectives d'activité s'élèvent à 7,7 M€ en 2019, en diminution de 85 K€ (-1%) M€ par rapport à 2018.

Les subventions représentent 93% des ressources effectives d'activité, contre 87% en 2018 et avec un poids plus important des subventions publiques : 83% des ressources effectives contre 71% un an plus tôt. Comme en 2018, cette augmentation de la part des subventions publiques et la baisse de celle des subventions privées s'explique principalement par les deux projets au

Mali financés chacun à 100% par les coopérations luxembourgeoise et suédoise. **Les ventes de crédits carbone** ont été très réduites en 2019 (36 K€).

Le chiffre d'affaires représenté par les prestations de service est en forte diminution (-269 K€, -52%), après l'augmentation constatée en 2018. Comme en 2018, il est réalisé essentiellement par 3 régions et service : Asie du Sud-Est, Europe Méditerranée et l'Unité d'expertise. La baisse concerne les trois, mais elle est beaucoup plus marquée en Asie du Sud-Est, où le volume de prestations avait beaucoup augmenté en 2018, (-117K€, -72%) et pour l'Unité d'expertise (-71 K€, -48%)

Les dons manuels issus de la générosité du public restent faibles au regard du total des ressources (71 K€, 1% des ressources effectives) mais sont en augmentation +10 K€ en dehors des dons perçus au titre de la compensation carbone. En 2018, les dons reçus via des partenariats étaient présentés dans les dons manuels (68 K€). En 2019, ils sont présentés dans les autres produits.

Les autres produits (552 K€) sont en forte augmentation (+118%). Outre l'impact des reprises de provisions (281 K€), et la variation du stock de crédits carbone au Mali et de prestations en cours (+51 K€), les autres produits d'activité représentent 192 K€. Ils sont constitués notamment des partenariats conclus au titre de la mobilisation des entreprises pour la solidarité climatique (119 K€) et de produits financiers (20 K€).



www.geres.eu



2 cours Foch - 13400 Aubagne - France

Tél : +33 4 42 18 55 88

contact@geres.eu

Crédits photo : Nicolas Réméné (couverture) Mickael Berteloot,
Nicolas Réméné, Julie Delzescoux, Pedro Sadio, Antoine Martin-Chave
Conception & réalisation : www.sud-edito.com

